

Cote du document:	<u>EB 2009/98/R.23/Add.1</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>16</u>
Date:	<u>16 décembre 2009</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Ressources disponibles pour engagement

Additif

Conseil d'administration — Quatre-vingt-dix-huitième session
Rome, 15-17 décembre 2009

Pour: **Approbation**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport avec le responsable du FIDA ci-après:

Bambis Constantinides

Directeur de la Division des services financiers

téléphone: +39 06 5459 2054

courriel: c.constantinides@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative au recours au pouvoir d'engagement anticipé, telle qu'elle figure au paragraphe 3.

Ressources disponibles pour engagement

Additif

1. Comme il est indiqué dans le document EB 2009/98/R.23, la direction a préparé pour l'information du Conseil d'administration une mise à jour de l'estimation des ressources disponibles pour engagement au titre du programme ordinaire du FIDA. Le document susmentionné avait estimé à 173,2 millions d'USD le montant additionnel nécessaire au titre du pouvoir d'engagement anticipé (PEA). Le montant estimatif des entrées nettes de ressources ayant augmenté durant la période de douze mois, le PEA désormais demandé à la présente session s'élève à 13,5 millions d'USD. L'augmentation du montant estimatif des entrées nettes de ressources dérive essentiellement des contributions à hauteur de 106,4 millions d'USD, des remboursements de prêts à hauteur de 41,0 millions d'USD et du produit des placements à hauteur de 9,2 millions d'USD, partiellement compensés par un décaissement additionnel à hauteur de 22,5 millions d'USD au titre des dépenses opérationnelles.
2. La pièce jointe II indique le montant total des entrées nettes de ressources pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2009, estimé à 639,5 millions d'USD. Le total des engagements au titre des prêts et dons proposés à la présente session du Conseil s'élève à 287,7 millions d'USD. Compte tenu de ces flux nets et de ces engagements ainsi que des prêts et dons déjà approuvés pour un total de 441,8 millions d'USD et des ressources déjà approuvées à la session d'avril au titre du PEA à hauteur de 76,5 millions d'USD, un montant additionnel de 13,5 millions d'USD au titre du PEA est sollicité à la présente session du Conseil d'administration.

Recommandation

3. Vu l'article 7 section 2 b) de l'Accord portant création du FIDA et conformément au paragraphe III.17 de la résolution 141/XXIX/Rev.1 du Conseil des gouverneurs, le Conseil d'administration est invité à prendre note que le déficit actuel des ressources, pour la période allant de janvier à décembre 2009, est estimé à 13,5 millions d'USD en raison du montant estimé des entrées nettes, soit 639,5 millions d'USD, du montant des prêts et des dons soumis pour approbation se chiffrant à 287,7 millions d'USD, du montant des prêts et des dons déjà approuvés qui s'élève à 441,8 millions d'USD et du montant du PEA de 76,5 millions d'USD déjà approuvé à la session d'avril. En conséquence, un montant additionnel de 13,5 millions d'USD est maintenant sollicité au titre du PEA.

Propositions de prêts et dons présentées à la quatre-vingt-dix-huitième session du Conseil d'administration pour approbation

<i>Pays/bénéficiaire</i>	<i>Nom du programme/projet</i>	<i>En USD^a</i>	<i>En DTS</i>
Prêts proposés			
Bolivie (État plurinational de)	Plan VIDA pour éradiquer l'extrême pauvreté – Phase I: projet pilote de développement des communautés et des familles extrêmement pauvres à Cochabamba et Potosí	8 127 470	5 050 000
Brésil	Projet de développement durable dans les régions de Cariri et Seridó (PROCASE)	25 026 170	15 550 000
Cambodge	Projet de réduction de la pauvreté et de développement des petites exploitations à Tonle Sap	6 839 950	4 250 000
Équateur	Projet de développement d'Ibarra-San Lorenzo	4 264 910	2 650 000
Égypte	Projet de développement de l'irrigation en exploitation sur les terres anciennes	47 638 240	29 600 000
Géorgie	Projet d'appui à l'agriculture	8 610 290	5 350 000
Inde	Projet de gestion des ressources communautaires dans la région nord-est – prêt supplémentaire	20 278 440	12 600 000
Kirghizistan	Projet de foresterie et d'échange de droits d'émission de carbone	4 103 970	2 550 000
Madagascar	Projet d'appui au développement de Menabe et Melaky – prêt supplémentaire	5 166 174	3 210 000
Népal	Projet d'appui à une agriculture de haute valeur dans les zones collinaires et montagneuses	7 644 650	4 750 000
Pérou	Projet de renforcement des marchés et de diversification des moyens d'existence dans la sierra méridionale – prêt supplémentaire	8 368 880	5 200 000
Sri Lanka	Programme national de développement des entreprises agroalimentaires	25 026 170	15 550 000
Turquie	Projet de développement des régions d'Ardahan, de Kars et d'Artvin	19 441 552	12 080 000
Total		190 536 866	118 390 000
Dons proposés au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD)			
Cambodge	Projet de réduction de la pauvreté et de développement des petites exploitations à Tonle Sap	6 839 950	4 250 000
Côte d'Ivoire	Projet de réhabilitation agricole et de réduction de la pauvreté	10 139 220	6 300 000
Érythrée	Programme post-crise de redressement et de développement en milieu rural – prêt supplémentaire	8 224 034	5 110 000
Gambie	Projet de développement de l'élevage et de l'horticulture	8 127 470	5 050 000
Kirghizistan	Projet de foresterie et d'échange de droits d'émission de carbone	4 103 970	2 550 000
Libéria	Projet de relèvement du secteur agricole	5 069 610	3 150 000
Népal	Projet d'appui à une agriculture de haute valeur dans les zones collinaires et montagneuses	7 644 650	4 750 000
Rwanda	Projet de gestion communautaire des bassins versants de Kirehe – don supplémentaire	6 357 130	3 950 000
Rwanda	Projet d'appui au plan stratégique de transformation de l'agriculture	3 170 518	1 970 000
Soudan	Projet relatif à l'accès rural	13 197 080	8 200 000
Yémen	Projet de développement rural participatif dans la région de Dhamar	7 499 804	4 660 000
Total		80 373 436	49 940 000
Dons proposés			
Égypte	Projet de développement de l'irrigation en exploitation sur les terres anciennes	1 013 922	630 000
Géorgie	Projet d'appui à l'agriculture	209 222	130 000
Pérou	Projet de renforcement des marchés et de diversification des moyens d'existence dans la sierra méridionale – prêt supplémentaire	337 974	210 000
Institut international de gestion des ressources en eau	Programme d'amélioration de la gestion des eaux à usage agricole, en Afrique orientale et australe – phase II	1 500 000	932 024

<i>Pays/bénéficiaire</i>	<i>Nom du programme/projet</i>	<i>En USD^a</i>	<i>En DTS</i>
Fédération des agriculteurs d'Afrique orientale (EAFF), Plateforme sous-régionale des organisations paysannes d'Afrique centrale (PROPAC), Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) et Confédération des syndicats agricoles d'Afrique australe (SACAU)	Programme d'appui aux organisations paysannes africaines	1 500 000	932 024
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	Programme de développement des compétences en matière de partage des savoirs	950 000	590 282
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	Programme en faveur de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance durables dans les États insulaires du Pacifique	1 500 000	932 024
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	Programme d'appui à la formulation de directives volontaires pour la gouvernance responsable des terres et des autres ressources naturelles	1 364 000	847 520
Centre international d'agriculture biosaline (ICBA)	Adaptation au changement climatique dans les environnements marginaux d'Asie occidentale et d'Afrique du Nord moyennant la diversification durable de l'agriculture et de l'élevage	1 400 000	869 889
Centre international de développement des engrais (IFDC)	Intégration de l'accès aux engrais et de pratiques novatrices utiles aux pauvres en Afrique de l'Ouest	1 500 000	932 025
Réseau international sur le bambou et le rotin (INBAR)	Intégration de moyens de subsistance utiles aux pauvres et de solutions aux problèmes de dégradation de l'environnement à partir du bambou en Afrique orientale et australe	1 500 000	932 025
Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN)	Promotion d'une gestion durable des terres, de systèmes pastoraux de subsistance résilients et de la réduction de la pauvreté en Afrique	950 000	590 282
Programme régional de formation au développement rural (PROCASUR)	Programme de formation aux itinéraires d'apprentissage phase II	1 500 000	932 025
Coalition internationale pour l'accès à la terre (ILC)	Appliquer le cadre stratégique de la Coalition: Mettre en pratique un programme foncier en faveur des pauvres aux niveaux national, régional et mondial	1 070 000	664 844
Africare	Projet d'appui aux petites exploitations agricoles au Zimbabwe	500 000	310 675
Total		16 795 118	10 435 639
Total général		287 705 420	178 765 639

^a Valeur calculée en utilisant le taux de change USD/DTS de 1,6094 en vigueur au 30 novembre 2009, sur la base du montant pour les prêts et les dons n'ayant pas encore été négociés à ce jour, en dollars des États-Unis.

Analyse du recours au pouvoir d'engagement anticipé

	<i>En millions de dollars des États-Unis</i>							
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Report du PEA en début d'exercice	-	153,7	277,8	331,1	136,8	296,0	453,3	585,3
Montant net utilisé au titre du PEA/(couverture)	153,7	124,1	53,3	(194,3)	159,2	157,3	132,0	157,0
Report du PEA en fin d'exercice	153,7	277,8	331,1	136,8	296,0	453,3	585,3	742,3

	<i>En millions de dollars des États-Unis</i>		
	<i>Montant effectif</i>	<i>Montant estimé</i>	<i>Montant estimé</i>
	<i>De janvier à octobre 2009</i>	<i>De novembre à décembre 2009</i>	<i>De janvier à décembre 2009</i>
1. Ressources disponibles en début de période	0	0	0
Analyse des flux			
Contributions des Membres	287,1	106,4	393,5
Total des rentrées au titre des prêts	209,7	41,0	250,7
Annulations de prêts et de dons ^a	13,7	32,9	46,6
Produit net des placements	105,8	9,2	115,0
Mouvements nets de change	(31,4)	0	(31,4)
Dépenses de fonctionnement	(112,4)	(22,5)	(134,9)
2. Total estimé des entrées nettes pour la période	472,5	167,0	639,5
3. Montant PEA approuvé par le Conseil d'administration en cours d'exercice			76,5
4. Engagements au titre des prêts et des dons^b			(729,5)
5. Montant PEA à approuver à EB 98^c			13,5
6. Montant PEA couvert par les rentrées de la période			0
7. Solde PEA non utilisé (=1+2+3+4+5+6)			0
8. Montant reporté au titre du PEA (= période précédente)			742,3
9. Montant à reporter au titre du PEA (= 3+5+6+8)			832,3

^a Formalités de clôture en cours.

^b Les engagements au titre des prêts et des dons comprennent les prêts et dons, d'un montant de 287,7 millions d'USD, soumis à l'approbation du Conseil d'administration à la présente session ainsi que les prêts et les dons déjà approuvés à hauteur de 441,8 millions d'USD.

^c EB 98: Quatre-vingt-dix-huitième session du Conseil d'administration (décembre 2009).

^d Le plafond fixé pour le PEA, à savoir cinq années de remboursement de prêts, s'élève à 1,38 milliard d'USD environ, conformément à la définition arrêtée lors de la septième reconstitution. Le solde à reporter est actuellement estimé à environ 3,3 années de remboursement de prêts.

